

# «Vaud connaît les derniers frissons avant la convalescence»

» Pascal Broulis commence son année présidentielle avec l'espoir de ramener le budget de l'Etat à l'équilibre, conformément à la planification financière. Le radical voit quelques signes positifs se dessiner même si le gouvernement devra se battre contre les communes, au cas, probable, où le référendum aboutirait. Mais le chef du Département des finances refuse de dramatiser l'enjeu de cette nouvelle bataille.

— Vous parlez vous-même de «derniers frissons avant la convalescence». Qu'est-ce qui vous incite à cet optimisme?

— Ce qui va nous aider, c'est la maîtrise de nos dépenses, de nos charges. Et nous avons été très prudents dans l'estimation de nos revenus, ce qui sera bénéfique si la conjoncture s'améliore plus nettement que prévu. Je remarque aussi qu'il y a des reconversions industrielles qui réussissent dans le canton, des efforts qui commencent à porter leurs fruits. De nouveaux métiers apparaissent. Cela dit, si je parle de convalescence, c'est qu'il y a encore des signes négatifs. La Confédération va augmenter les cotisations de chômage, c'est donc un pouvoir d'achat qui va diminuer. Une autre inconnue concerne les flux financiers entre le canton et la Confédération. Enfin, malgré nos finances difficiles, il y a des secteurs de l'Etat qui doivent être renforcés, notamment la chaîne pénale, ainsi que les EMS. Ces postes représentent plusieurs dizaines de millions.

— A l'exception de la fronde des communes, le canton n'a jamais paru aussi apaisé, puisqu'une majorité impressionnante du Grand Conseil a voté le budget.

— C'est un résultat historique. Je pense que le Conseil d'Etat a réussi à faire passer des messages positifs au Grand Conseil depuis deux ans. Les députés ont compris qu'il y avait une nécessité d'assainir nos finances. Tous les cantons qui ont réussi cette opération dans la durée l'ont fait avec l'appui de leur Parlement.

— Le Parlement suit le Conseil d'Etat, mais pas le peuple. Vous avez perdu beaucoup de votations en 2005.

— Oui, mais je rappelle une grande victoire en 2004 sur l'imposition des successions et la bataille contre le paquet fiscal fédéral. Mais il faut être clair: le canton n'a plus de marge de

manœuvre pour augmenter ses recettes fiscales.

— Comment réagissez-vous à ce nouveau référendum annoncé des communes?

— C'est un dossier parmi d'autres, utile à l'assainissement. Cette affaire de transports publics régionaux n'est pas un report de charges sur les communes, mais un partage des coûts. Si la nouvelle clé de répartition (50% canton, 50% communes) ne passe pas, il faudra se poser d'autres questions. Est-ce qu'il y a trop de lignes de transports publics, est-ce qu'il y a d'autres façons de financer les transports en commun? Mais ce dossier demeure pour moi un épiphénomène, une crispation ponctuelle. Reste que les communes à forte capacité contributive ont intérêt à être solidaires des autres.

«Dans mon action politique, j'ai toujours cela à l'esprit: trouver des solutions pour les plus démunis»

— Le référendum, au-delà de la question posée, montre une vraie révolte de certaines communes contre l'Etat.

— Je peux comprendre que les communes soient déstabilisées. Les nouvelles solidarités financières entre communes sont fortement perturbantes. Comme la taxation fiscale postnumerando, il faudra trois ans pour que le nouveau système de péréquation soit stabilisé. Je conçois que le délai soit long. S'ajoute encore le redécoupage des districts qui crée des interférences. On le voit avec le Cœur de La Côte. Enfin le plan directeur cantonal et Police 2000 font aussi des vagues. Les communes sont effectivement secouées.

— Vous faites allusion aux districts, pensez-vous aboutir pour 2007?

— Oui, je suis optimiste. Du point de vue électoral, les députés qui travaillent, qui font passer des messages n'ont pas de soucis à se faire. Je crois qu'un consensus va se dégager rapidement. Ceux qui veulent le statu quo comme ceux qui rêvent d'un découpage moins morcelé sont minoritaires. Mon parti est très clairement pour une solution à 10 districts. Chez les socialistes, c'est la même situation.

MICHEL PONT

«Les communes à forte capacité contributive ont intérêt à être solidaires des autres»

PHOTOS ARC



«Au moment des élections, vous ne pouvez guère vous insulter sur des dossiers que vous partagez et portez tout au long de l'année»

PASCAL BROULIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

» LA MARQUE BROULIS

«Etre fier de ce canton»

— Quel sera votre style de président?

— Je serai le porte-parole du collège, avec l'ambition de favoriser des solutions collégiales, même si les frictions sont inévitables sur certains thèmes. Essayer aussi d'être fier de ce canton, notamment dans mes contacts à l'extérieur. Je veux rappeler qu'on partage des valeurs comme la solidarité ou la responsabilité. Je viens d'une région, Sainte-Croix, qui a dû se battre pour survivre. Une région périphérique, qui a vécu la mort de ses usines, des emplois définitivement disparus. Dans mon action politique, j'ai toujours cela à l'esprit: trouver des solutions pour les plus démunis. Les questions de solidarité entre générations me préoccupent aussi. La population des plus de 85 ans augmente de 600 personnes chaque année. Sans respect et sans solidarité, nous aurons très rapidement des tiraillements.

— Autre souci: rappeler aux citoyens que l'Etat leur fournit des prestations.

— Avec le temps, la notion de savoir à quoi sert l'argent des impôts a été oubliée. Les gens ne savent pas que pour nombre de domaines c'est l'Etat qui paie et ils pensent que c'est une machine qui ne les concerne pas. Nous ne marquons pas assez la présence de l'Etat, raison pour laquelle nous avons créé un logo unique pour toutes les affaires cantonales. Prenez l'Université: est-ce que les

gens savent que l'Etat est le principal bailleur de fonds de cette institution? Or, le nouveau logo de l'UNIL ne mentionne pas l'Etat de Vaud. De même, on pourrait imaginer que tous les bâtiments scolaires du canton affichent le drapeau de l'Etat.

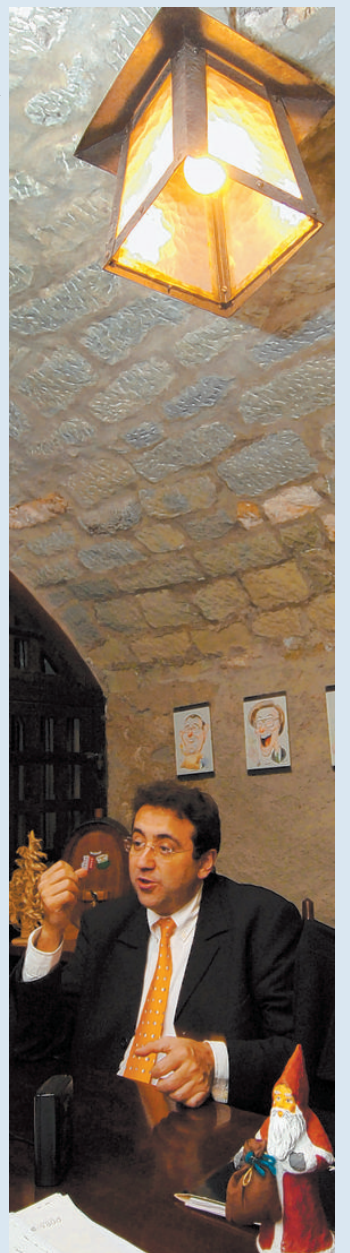
— Vous serez le dernier président tournant sur une année entière, avant la création du Département présidentiel en juillet 2007?

— Une page va effectivement se tourner. Je remarque que la charge de président, à voir l'expérience de mes collègues, génère beaucoup de stress. Les magistrats comptent sur vous. Le système va changer avec le Département présidentiel. Je pense que si les caisses sont pleines cela marchera bien. Si les caisses sont vides, ce sera difficile pour le président permanent.

— Que va changer l'approche des élections cantonales sur le climat au sein du gouvernement?

— Il y a tellement de dossiers importants qu'on n'aura pas le temps de se poser cette question. S'il y avait cinq départs au Conseil d'Etat, la donne serait différente. La stabilité, qu'il y ait un ou deux départs, voire aucun, favorise la continuité et une sorte de pacte de non-agression entre les membres du collège. Vous ne pouvez guère vous insulter sur des dossiers que vous partagez et portez tout au long de l'année.

M. P.



«Le canton n'a plus de marge de manœuvre pour augmenter ses recettes fiscales.»



«Ceux qui veulent le statu quo dans le découpage des districts, comme ceux qui rêvent d'un découpage moins morcelé, sont minoritaires.»